

DIAL 3322

BRÉSIL - La nouvelle conquête de l'Amazonie. 1, La rébellion de Jirau

Raúl Zibechi

mercredi 15 avril 2015, mis en ligne par [Dial](#), [Raúl Zibechi](#)

Dans ce numéro et les trois suivants, nous publions, en lien avec la réflexion en cours sur la question de l'extractivisme, quatre articles de Raúl Zibechi sur l'Amazonie brésilienne. Ces textes forment les quatre parties du chapitre 7 d'un ouvrage de l'auteur intitulé Brasil potencia : entre la integración regional y un nuevo imperialismo, paru à Bogotá en 2012. Ces textes montrent de manière détaillée, à partir de l'exemple amazonien, que l'extractivisme ne se limite pas à l'exploitation minière ou pétrolière, mais requiert en parallèle le développement d'un réseau d'infrastructures (énergie, transports) nécessaires à la transformation et à l'exportation des ressources extraites.

« Ce pays va devenir une grande puissance économique dans les prochaines années. Et c'est grâce au pre-sal, c'est grâce à l'Amazonie, c'est grâce à la biodiversité. » Luiz Inacio Lula da Silva

Dans l'après-midi du 15 mars 2011, une violente discussion entre un ouvrier de la construction et un conducteur d'autobus entraîna un soulèvement d'une partie des 20 000 travailleurs qui construisent le barrage de Jirau, sur le rio Madeira. Des centaines d'ouvriers se mirent à incendier les omnibus qui les transportent quotidiennement entre les baraquements et le chantier. Au moins 45 omnibus et 15 véhicules furent incendiés en quelques minutes. Furent aussi incendiés les bureaux de l'entreprise de construction Camargo Corrêa ainsi que la moitié des dortoirs et au moins trois distributeurs automatiques bancaires. Quelque 8 000 travailleurs se réfugièrent dans la forêt pour échapper à la violence. La police fut débordée et, à grand peine, put protéger les dépôts d'explosifs qui sont utilisés pour dévier le cours du fleuve. Le calme ne fut rétabli que lorsque le gouvernement de Dilma Roussef envoya 600 membres de la Police militaire pour contrôler la situation. Mais les travailleurs ne reprirent pas le travail et retournèrent à leurs villages d'origine [1]

Simultanément, à 150 kilomètres de Jirau, commença une grève des 17 000 ouvriers qui construisent l'usine de Santo Antônio, sur ce même rio Madeira, à côté de Porto Velho, la capitale de l'État de Rondônia. En une semaine à peine, la vague de grèves sur les grands chantiers gagna plusieurs États : 20 000 travailleurs abandonnèrent le travail dans la raffinerie Abreu e Lima, à Pernambuco, 14 000 dans l'usine pétrochimique Suape, dans cette même ville, et 5 000 à Pecém, dans le Ceará. Toutes ces grèves ont un point commun : elles se produisirent dans le cadre des travaux gigantesques du Programme d'accélération de la croissance (PAC) et elles s'attaquent aux grandes entreprises de construction du pays, les multinationales qui travaillent pour le gouvernement.

Le rio Madeira est le principal affluent de l'Amazone. Il naît au confluent des ríos Beni et Mamoré, près de la ville de Villa Bella, à la frontière entre le Brésil et la Bolivie, parcourt 4 207 kilomètres et compte parmi les vingt rivières les plus longues et l'une des dix rivières à plus fort débit du monde. Il reçoit les eaux de la cordillère des Andes, au sud du Pérou et de la Bolivie, et présente par conséquent de grands dénivelés qui font de lui une source potentielle d'énergie hydroélectrique.

Le Complexe du rio Madeira [2] doit finalement compter quatre barrages hydroélectriques, deux d'entre eux déjà en chantier, ceux de Jirau et de Santo Antônio, sur le tronçon brésilien entre la frontière et Porto Velho. L'usine de Jirau produira 3350 MW et celle de San Antônio 3150 MW. Il s'agit de deux projets prioritaires dans le cadre du PAC dont l'objectif est l'interconnexion des systèmes isolés des États de Acre (voisin de Rondônia) et de Maranhao (dans l'Atlantique nord) avec le réseau national de distribution électrique [3]. L'objectif est d'utiliser le potentiel hydroélectrique amazonien au bénéfice des régions Centre et Sud, qui possèdent les plus grands parcs industriels, et de faciliter la consommation d'électricité des secteurs qui utilisent cette énergie de façon intensive, comme l'exploitation minière, la métallurgie, et les cimenteries. De cette manière, on soutient aussi le secteur agroindustriel, « principal promoteur d'un accès brésilien au Pacifique » [4].

L'usine de Jirau fit l'objet d'un appel d'offre en mai 2008 et c'est le consortium Energia Sustentável do Brasil, dans lequel sont associés Suez Energy avec 50,1% des parts, Camargo Corrêa avec 9,9%, Eletrosul avec 20% et Companhia Hidrelétrica do São Francisco (CHESF) avec 20%, qui remporta le marché. Son coût initial était de 5,5 milliards de dollars, financés par la Banque nationale de développement économique et social (BNDES). L'usine a dès le début fait l'objet de critiques. Elle met en péril des peuples indiens qui vivent en isolation volontaire et l'IBAMA (Institut de l'environnement) a accordé son autorisation en juillet 2007 sous l'effet de pressions politiques et contre l'avis de ses techniciens. L'entreprise a changé le lieu des travaux 9 kilomètres en aval pour réduire les coûts, sans étude d'impact environnemental. En février 2009 l'IBAMA décida de suspendre les travaux, du fait de l'utilisation d'une zone non autorisée, et infligea à l'entreprise une lourde amende [5]. Quelques mois plus tard, en juin 2009, fut délivré l'agrément environnemental définitif, malgré les mobilisations et manifestations des défenseurs de l'environnement.

La Bolivie émit également des critiques contre ce chantier du fait de la proximité avec sa frontière : selon les estimations, la formation de deux grands lacs peut favoriser la propagation de maladies comme la malaria et la dengue. Selon les médias brésiliens, les cas de malaria auraient augmenté de 63% au cours des sept premiers mois de 2009 si l'on compare avec les chiffres de la même période de l'année précédente [6].

Aux problèmes environnementaux s'ajoutent les problèmes sociaux. Les deux usines en construction employaient début 2011 environ 40 000 travailleurs, la plupart en provenance d'autres États, dans leur majorité des manœuvres mal rémunérés (quelque 600 dollars). Ils arrivent jusqu'au chantier, isolé en pleine forêt, depuis des villages éloignés du Nordeste, du Nord et même du Sud du Brésil ; ils ont été très souvent abusés par des intermédiaires — surnommés « *gatos* » (chats) — qui leur promettent des salaires et des conditions de travail supérieurs à la réalité. Tous doivent rémunérer les « *gatos* » pour leurs « services ». Quand ils arrivent sur le chantier, ils sont déjà endettés, les prix de la nourriture et des médicaments sont majorés car ils doivent les acheter dans les commerces de l'entreprise. Beaucoup logent dans des baraquements de bois, dorment sur des matelas posés sur le sol, les sanitaires sont loin et peu nombreux, sans électricité et d'une capacité insuffisante. Maria Ozânia da Silva, de la Pastorale du migrant de Rondônia, explique que les ouvriers se « sentent lésés par l'insuffisance de leur salaire et les sommes qu'on leur décompte sans explication » [7].

La cause de la « révolte des manœuvres » n'était pas le salaire mais la dignité. Parmi les dix principales revendications figuraient : mettre fin à l'agressivité des surveillants et des responsables, qui ont recours à des prisons privées ; exiger des traitements respectueux à l'égard de ceux qui rentrent dans leur logement après avoir bu ; en finir avec le harcèlement moral des manœuvres par les contremaîtres ; être payé pour les heures de transport, quand le trajet jusqu'au chantier est long ; obtenir un service rapide dans les cantines, pour éviter les longues files d'attente qui réduisent leur temps de repos et prendre en compte les prix locaux pour le panier de base [8].

Le profil des manœuvres a changé en un demi-siècle : désormais ils utilisent des téléphones portables et internet, et sont informés. Par fierté ils s'habillent bien, réclament un traitement respectueux et utilisent souvent le mot « dignité ». La précarité des installations et des dortoirs les incommode, ils souffrent d'isolement, loin de leurs familles, et les esprits s'échauffent au moindre mauvais traitement. Silvio Areco,

ingénieur qui a l'expérience des grands chantiers, constate ces changements : « Auparavant, celui qui donnait les ordres sur le chantier était quasiment un colonel, il avait de l'autorité. Maintenant ça ne marche plus, un manoeuvre jouit de plus d'autonomie. » [9].

En septembre 2009, le ministère du travail libère 38 personnes qui travaillaient dans une situation d'esclavage et, en juin 2010, relève 330 infractions sur le chantier de Jirau [10]. Le principal problème est celui de l'insécurité. Les migrants sont la proie facile des intermédiaires et des entreprises qui abusent de ces hommes sans protection. Le pasteur de Jaci-Paraná, ville voisine de Jirau, Aluizio Vidal, président du PSOL (Parti socialisme et liberté) de Rondônia, dénonce une recrudescence de la criminalité et de la prostitution. Entre 2008 et 2010, la population de Porto Velho a augmenté de 12% (elle compte un demi million d'habitants) mais, dans le même temps, les homicides ont augmenté de 44% et, selon le tribunal de l'enfance, les abus sur les mineurs ont augmenté de 76% au cours de ces deux années [11].

Selon les mouvements sociaux de la région, réunis au sein de l'Alliance des rivières de l'Amazonie, « Jirau cumule tous les problèmes possibles : à un rythme non maîtrisé, il a apporté à la région le « développement » de la prostitution, la consommation de drogue chez les jeunes pêcheurs et ceux des rives du fleuve, la spéculation immobilière, l'augmentation du prix de l'alimentation, les maladies et le manque de soins médicaux, les violences en tous genres » [12]. Elias Dobrovolski, membre de la coordination du Mouvement des victimes des barrages (MAB, pour son sigle en portugais) qui accompagne les travailleurs depuis que les travaux ont commencé, affirme que les districts autour de Jirau font face à de très sérieux problèmes. « C'était des villages de deux mille habitants qui maintenant en comptent vingt mille. Les structures sont insuffisantes pour autant de personnes. Il n'y a pas d'écoles, pas de centres de santé, ni de policiers en nombre suffisant, pour venir en aide à tous ces gens qui ont afflué avec la construction des usines [13].

Il faudrait ajouter à cela que, dans les grands travaux du PAC, le nombre de morts sur les chantiers dépasse la moyenne internationale. Le taux de mortalité, par accident du travail, est le double de celui de l'Espagne et des États-Unis, bien que les grandes entreprises de construction « aient la technologie suffisante pour protéger les travailleurs » [14]. Le MAB dénonce aussi la durée de la journée de travail, qui atteint jusqu'à 12 heures, et les épidémies qui sévissent sur les chantiers. Pire encore : les entreprises ont embauché d'anciens colonels qui pratiqueraient des sabotages pour faire accuser les syndicats [15]. La révolte visait les symboles du pouvoir : « Les hommes qui ont détruit les logements ont d'abord incendié ceux des responsables et des ingénieurs » [16].

La révolte des manoeuvres de Jirau a pris tout le monde par surprise : aussi bien le gouvernement que les cadres et les syndicats. Victor Paranhos, président du consortium d'entreprises, a déclaré : « C'est inquiétant, car nous n'en connaissons pas le motif. Il n'y a même pas de leader. » [17]. Curieusement, les syndicalistes disent à peu près la même chose : « Dans ces révoltes à Jirau nous ne connaissons pas de leader avec qui négocier une trêve » déclarait Paulo Pereira da Silva de Força Sindical [18]. La CUT n'a pas été en reste et a défendu le gouvernement face aux travailleurs. « Ils doivent reprendre le travail. Je suis brésilien et je veux voir fonctionner cette usine » [19].

La croissance économique du Brésil passe par la transformation de l'Amazonie et de toutes ses ressources en marchandises, projet qui n'a pas beaucoup d'opposants organisés car il est partagé par syndicats et chefs d'entreprise, gauches et droites, gouvernement et opposition. La révolte de Jirau est une réponse des plus pauvres, les manoeuvres du Brésil, à l'ambitieux projet de modernisation et d'expansion du capitalisme. Gilberto Cervinski, du MAB, résume le problème : « Construire les usines du rio Madeira, c'est ouvrir l'Amazonie à des dizaines d'autres centrales hydroélectriques, sans même que soit posée ce que nous croyons être la question fondamentale : Énergie pour quoi ? Et pour qui ? » [20].

Trois mois à peine après la révolte de Jirau, la population de Puno, département du sud du Pérou, conduit un important soulèvement qui oblige le gouvernement d'Alan García à suspendre le projet hydroélectrique d'Inambari. Ce soulèvement s'inscrit dans un long processus d'accroissement de la résistance à l'exploitation minière dans le pays et la région. Mais les événements de Puno semblent indiquer une nouvelle tendance. La lutte fut intense et longue : 45 jours de grève, durant lesquels il y eut six morts et

30 blessés. Par deux fois, les manifestants tentèrent d'occuper l'aéroport de Juliaca, la principale ville du département, de 300 mille habitants. Ils y sont parvenus, mais la répression s'est soldée par cinq morts.

En réponse, les foules firent le siège de la ville, incendièrent le commissariat du village d'Azángaro et saccagèrent les locaux de plusieurs multinationales à Juliaca [21]. Des communautés aymara et quechua, des paysans, des travailleurs urbains, des commerçants, des étudiants et des salariés qualifiés participèrent au mouvement, avec l'appui des autorités locales, formant ainsi un vaste front social. Le Front de défense des ressources naturelles du sud de Puno fut l'un des référents principaux, mais pas le seul, car une large convergence rassembla des organisations locales et de base ainsi que d'autres qui font partie de la CONACAMI (Confédération nationale des communautés du Pérou affectées par l'exploitation minière).

À cette occasion, le mouvement dépassa les actions locales dirigées contre une entreprise. La résistance eut comme centre le projet hydroélectrique Inambari, un ensemble de cinq barrages destinés à fournir de l'énergie au Brésil qui sont remis en question depuis plusieurs années car leur construction suppose le déplacement de milliers de paysans et met en péril les écosystèmes. Mais elle prit aussi pour objet l'exploitation minière Santa Ana de la compagnie canadienne Bear Creek Mining. Se joignirent en outre à la lutte les communautés qui réclament l'assainissement du río Ramis, pollué par l'exploitation minière formelle et informelle, et ceux qui refusent d'autres exploitations minières dans un des départements les plus pauvres du pays.

Le gouvernement péruvien s'est vu obligé de reculer et annula le permis de construire d'Inambari, qui avait été défini par la presse brésilienne comme la « pièce maîtresse dans l'internationalisation du groupe Eletrobras » [22]. Il semble que Alan García ait voulu léguer les problèmes sociaux les plus aigus à Ollanta Humala, qui accéda à la présidence, entre autres raisons, grâce à l'appui chaleureux du gouvernement brésilien, manifesté par la présence directe de deux assesseurs personnels de Lula durant la campagne électorale [23]. En 2010 les deux pays signèrent un accord d'intégration énergétique pour la fourniture d'électricité.

Un des axes actuels de l'accumulation de capital au Brésil est centré sur l'avancée en Amazonie qui devient « une plateforme pour l'exportation de *commodities* [marchandises] » [24]. Ce processus est une réédition actualisée de l'expansion que lança le régime militaire des années 1970 : l'État encourage de grands travaux d'infrastructures pour que le capital « national » développe ses chaînes productives, orientées vers l'exportation et non vers le développement endogène de la région.

On encourage la production de viande, de soja, de bois, de canne à sucre, d'aluminium et de minerai de fer ; pour leur exportation, on ouvre des routes et des voies fluviales et on construit des centrales hydroélectriques afin de fournir une électricité abondante et bon marché. Les impacts environnementaux et sociaux ne sont pas intégrés dans le prix de ces *commodities* qui traversent les océans par de grands corridors facilitant la circulation des marchandises entre le Pacifique et l'Atlantique, connectant l'Amazonie aux ports qui les expédient vers le continent asiatique.

Grâce à cette capacité d'externaliser les coûts environnementaux et sociaux, le Brésil est devenu le premier exportateur mondial de viande bovine, un acteur d'avant-garde dans la production d'agrocarburants, un grand exportateur de soja et de minerai de fer. Les grands barrages fournissent en énergie les entreprises exportatrices de *commodities*, comme Gerdau, Alcoa, Votorantim, Vale et CSN. L'entreprise Vale consomme 4,5% de l'énergie du Brésil [25]. Une reprimarisation du modèle exportateur est en cours, processus qui bénéficie aux multinationales au détriment des peuples amazoniens et du pays.

Ce processus prédateur ne connaît pas de frontières. Il a un biais impérialiste, dans la mesure où il est conçu pour et par l'entreprenariat de São Paulo, la seule bourgeoisie qui existe vraiment en Amérique latine. Deux types de projets entraînent le plus de dommages : les grandes centrales hydroélectriques brésiennes, sur les ríos Madeira, Xingú, Tapajós et Teles Pires, tous en Amazonie, et la construction d'une dizaine de corridors, qui traversent, interconnectent et saignent la région dans le cadre du projet IIRSA. Il est important de souligner que les modalités et les résultats de ce processus d'accumulation qui convertit la nature en marchandises sont les mêmes à l'intérieur et à l'extérieur des frontières du Brésil.

Plus encore : l'expansion transfrontalière suit le modèle de l'expansion intérieure. S'il existe une sorte d'impérialisme brésilien, dans la région sud-américaine, c'est une extension de l'impérialisme interne qui transforme la forêt amazonienne en un gigantesque pâturage.

>> La [deuxième partie](#) de cette série, sur les centrales hydroélectriques, et la troisième, sur l'IIRSA, paraîtront dans les numéros de [mai](#) et juin.

- **Dial** - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3322.

- Traduction de Françoise Couëdel pour Dial.

- Source (espagnol) : Raúl Zibechi, *Brasil potencia : entre la integración regional y un nuevo imperialismo*, Bogotá, Ediciones Desde Abajo, 2012, chapitre 7 (p. 187-193). Traduction et publication autorisées par l'auteur.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la traductrice, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Centro de Pesquisa e Apoio aos Trabalhadores (CEPAT), « Conjuntura da Semana. A rebelião de Jirau », Instituto Humanitas Unisinos, 28 mars 2011.

<http://www.ihu.unisinos.br/cepat/cepat-conjuntura/500010-conjuntura-da-semana-a-rebeliao-de-jirau>
(consulté le 14/04/2015).

[2] Voir DIAL 2945 - « [BOLIVIE - Le projet de complexe hydroélectrique du rio Madeira](#) » — note DIAL.

[3] Efraín León Hernández, « Energía amazónica. La frontera energética amazónica en el tablero geopolítico latinoamericano », Posgrado de Estudios Latinoamericanos, México, UNAM, 2007, p.137.

[4] *Idem*, p. 138.

[5] *Folha de São Paulo*, 19 février 2009.

[6] *O Globo*, 13 mars 2009.

[7] Entretien avec Maria Ozânia da Silva, *IHU On-line*, 14 mars 2011.

http://www.ihu.unisinos.br/index.php?option=com_noticias&Itemid=18&task=detalhe&id=40843%20
(consulté le 24/07/2011).

[8] Leonardo Sakamoto, « A luta por respeito e dignidade ».

http://www.ihu.unisinos.br/index.php?option=com_noticias&Itemid=18&task=detalhe&id=41526
(consulté le 25/07/2011).

[9] *Folha de São Paulo*, 20 mars 2011.

[10] Leonardo Sakamoto, *op. cit.*

[11] Centro de Pesquisa e Apoio aos Trabalhadores (CEPAT), « Conjuntura da Semana. A rebelião de Jirau », *op. cit.*

[12] L'Alliance est intégrée par le mouvement Xingu Vivo para Sempre, l'alliance Tapajós Vivo, le

mouvement Rio Madeira Vivo et le mouvement Teles Pires Vivo.

[13] « O conflito em Jirau e apenas o inicio do filme », *IHU On-line*, São Leopoldo, 24 mars 2011.
http://www.ihu.unisinos.br/index.php?option=com_noticias&Itemid=18&task=detalhe&id=41666
(consulté le 30/07/2011).

[14] « Mortes em obras do PAC estao acima dos padroes », *O Globo*, 26 mars 2011.
<http://oglobo.globo.com/economia/mat/2011/03/26/mortes-em-obras-do-pac-estao-acima-dos-pa-droes-924098487.asp> (consulté le 30/07/2011).

[15] Note du MAB, 18 mars 2011.
http://www.ihu.unisinos.br/index.php?option=com_noticias&Itemid=18&task=detalhe&id=41490
(consulté le 30/07/2011).

[16] *O Estado de São Paulo*, 19 mars 2011.

[17] *O Estado de São Paulo*, 18 mars 2011.

[18] « Dilma quer saída para greves em obras do PAC », *Valor*, 24 mars 2011.

[19] Centro de Pesquisa e Apoio aos Trabalhadores (CEPAT), « A rebeliao de Jirau », *op. cit.*

[20] Centro de Pesquisa e Apoio aos Trabalhadores (CEPAT), « Conjuntura da Semana. A rebelião de Jirau », *op. cit.*

[21] *Lucha Indígena*, n° 59, Lima, juillet 2011, p. 2.

[22] « Perú cancela hidrelétrica da OAS e da Eletrobrás », *Valor*, 15 juin 2011.

[23] *El Comercio*, Lima, 5 avril 2011.
http://elcomercio.pe/politica/738151/noticia-asesores-brasilenos-ayudan-ollanta-humala-su-imagen_1
(consulté le 1/08/2011).

[24] Centro de Pesquisa e Apoio aos Trabalhadores (CEPAT), « Conjuntura da Semana. Amazonia : a última fronteira de expansão do capitalismo », Instituto Humanitas Unisinos, 6 juin 2011.
<http://www.ihu.unisinos.br/cepat/cepat-conjuntura/500017-conjuntura-da-semana-amazonia-a-ultima-fron-teira-de-expansao-do-capitalismo-brasileiro> (consulté le 14/04/2015).

[25] Efraín León Hernández, « Energía amazónica », *op. cit.*, p. 136.